



Paris, le 20 janvier 2011

Communiqué

Marisol Touraine

Secrétaire nationale à la Santé et à la sécurité sociale

et de Charlotte Brun

Secrétaire nationale aux personnes âgées et au handicap

Vœux du Président de la République aux personnels de santé : Arrêtons la compassion, il faut des actes

La présentation des vœux du président de la République, ce matin, aux personnels de santé relève d'un exercice habituel venant de N. Sarkozy : des propos compassionnels en totale contradiction avec la réalité des choix effectués par le gouvernement.

Le scandale du mediator ne peut être occulté et appelle des réponses rapides et fermes. Les socialistes rappellent qu'ils ont multiplié les propositions, au cours des dernières années, pour limiter le rôle des laboratoires et empêcher les conflits d'intérêts. Propositions systématiquement rejetées par la droite. Le Parti socialiste appelle à une refonte majeure de notre système de pharmacovigilance et c'est pour cela qu'il a demandé la création d'une mission parlementaire sur ce sujet. Il appelle également à revoir le rôle de l'industrie pharmaceutique dans la formation continue des médecins et son recours à des visiteurs médicaux.

La politique de N. Sarkozy aboutit à la mise en cause de l'hôpital public, grand oublié de son discours, et à la fragilisation de la médecine de proximité. Le résultat est là : déremboursements, franchises médicales, dépassements d'honoraires, hôpitaux publics asphyxiés par des années de restrictions budgétaires, forfait imposé pour accéder à l'aide médicale d'État... Les inégalités face à la santé s'accroissent, l'accès aux soins est chaque jour plus difficile, le reste à charge pour les patients ne cesse de s'accroître. De ce triste bilan, le Président de la République n'a rien dit, au contraire, il a prôné le *statu quo*, refusant toute évolution de la rémunération des médecins, alors qu'il est urgent de procéder à la refonte des conditions d'exercice de la médecine libérale et de mettre en place une meilleure articulation entre l'hôpital public et la médecine de ville.

Sur la dépendance, soi-disant grand chantier de la fin du quinquennat, N. Sarkozy s'est contenté de botter en touche, sans exclure le recours à l'assurance privée. Les socialistes réaffirment leur volonté de garantir à tous les Français confrontés à la perte de leur autonomie un accompagnement digne et adapté dont le financement doit reposer sur le principe de solidarité collective.

Le discours de Chatillon-sur-Indre n'a rien pour rassurer. Destiné à se concilier les bonnes grâces de l'électorat médical malmené par la politique gouvernementale, le déplacement présidentiel ne répond pas au défi majeur des inégalités de santé dans notre pays. Alors que la part de la sécurité sociale ne cesse de diminuer au profit des assurances de santé privées N. Sarkozy se présente comme celui qui aura remis en cause le socle de notre protection sociale.